

Libération

Politique de la ville

La banlieue passe à l'acte

A l'image de ce que veut impulser le ministre François Lamy, des jeunes de Sevrans impliquent les habitants dans la vie de leur quartier.

PAGES 2-4

ÉDITORIALPar **NICOLAS DEMORAND****Préjugés**

Lire les sociologues et les (rares) journalistes qui font du terrain dans les banlieues. Ils ont en commun le même souci de l'enquête et de l'entretien. La même volonté de restituer l'histoire si complexe de cette géographie urbaine. Le même soin à regarder la réalité. Humble travail qui implique de passer au Kärcher les préjugés, le sens commun, les clichés, les discours normatifs des philosophes et des «criminologues» qui, sur le sujet, parlent la même langue. Alors, que nous disent ces sociologues et ces journalistes ?

Tout simplement que si ces territoires sont aujourd'hui qualifiés de «perdus» par ceux qui aiment attiser les haines, c'est que la République les a abandonnés. Relégués. Niés. Réduits au silence. Noyés sous des «plans Marshall» aussi coûteux qu'inadaptés, aussi pompeux qu'inefficaces, aussi proclamés qu'inappliqués. La crise des banlieues, sociale, économique, territoriale, est au premier chef politique. La gauche étant au pouvoir, elle ne peut s'abriter derrière la rigueur budgétaire, les fins de mois difficiles, pour renoncer à agir et à mettre en œuvre des mesures qui ne coûtent rien d'autre que le courage de les prendre : régler la question des contrôles de police au faciès ; légaliser le cannabis ; donner le droit de vote aux étrangers non-communautaires. Soit désamorcer le racisme institutionnel, briser l'économie souterraine et élargir la dimension de la citoyenneté. Une telle politique ne vise pas à faire jouir le bobo mais concerne la vie quotidienne des classes populaires qui résident dans ces quartiers.



Pour rompre avec trente ans d'échec de politique de la ville, le ministre, François Lamy, veut fonder son action sur la participation citoyenne.

Banlieues: les solutions logent chez l'habitant

L'ESSENTIEL**LE CONTEXTE**

Depuis des années, les politiques de la ville successives sont des échecs.

L'ENJEU

Dans les quartiers, comme à Sevran, en Seine-Saint-Denis, des initiatives se multiplient pour redonner du pouvoir aux «citoyens».

Par **ALICE GÉRAUD**
Photos **ALBERT FACELLY**

Ce soir, aura lieu à Bobigny (Seine-Saint-Denis) la première d'une série de rencontres «Avis citoyens» entre le ministre de la Ville, François Lamy, et, donc, des «citoyens», ces habitants de quartiers défavorisés longtemps délaissés à qui le ministre dit vouloir redonner du pouvoir (lire interview page 4).

La concertation des habitants devrait être l'un des trois principaux volets de la refonte, en cours de réflexion, de la politique de la ville dont les premières orientations seront connues à la fin du mois. Le ministre ne cesse de le répéter, «il

n'est aujourd'hui plus possible de penser une politique de la ville sans ses habitants».

L'ambition de la participation citoyenne n'est pas nouvelle. Dans le rapport Dubedout de 1983, considéré comme le texte fondateur de la politique de la ville, la cogestion avec les citoyens était déjà affichée comme une priorité. Aujourd'hui pourtant, ce volet est sans conteste l'un des plus gros échecs des politiques menées dans les quartiers depuis trente ans.

DÉMOLITIONS. Durant la dernière décennie, les milliards investis dans la rénovation urbaine ont profondément changé et amélioré le visage de nombreux quartiers. Le bilan urbain est positif. Le bilan humain net-

tement moins, accentué par les effets particulièrement désastreux de la crise économique dans ces territoires déjà fragilisés. «Les gens ont l'impression que ces politiques se menaient en dehors d'eux. Et parfois même contre eux. C'est terrible, parce que cela les a éloignés encore davantage de la politique», explique Mohamed Mechmache, président d'ACLefeu, collectif citoyen monté en 2005 à Clichy-sous-Bois durant les violences urbaines. Il cite les démolitions de tours non expliquées, les politiques de sécurité strictement répressives. Signe des temps, Mechmache, tenu longtemps à une

distance polie mais certaine par les précédents ministres de la Ville, vient d'être nommé par Lamy à la tête d'une mission sur la concertation qui doit rendre ses conclusions d'ici l'été. Conclusions qui devraient servir de base au volet concertation

«Les gens ont l'impression que ces politiques se menaient en dehors d'eux. Et parfois même contre eux.»

Mohamed Mechmache d'ACLefeu

de la nouvelle politique de la ville. Mechmache partage la mission avec la sociologue et urbaniste Marie-Hélène Bacqué, qui publie la semaine prochaine *l'Empowerment, une pratique émancipatrice* (La Découverte). Car cet affichage politique



Dans le quartier des Beaudottes, à Sevran, en Seine-Saint-Denis. Avec leur Amicale des locataires, Mohamed, Jaouad, Najet et Mohamed ont poussé le bailleur à engager une vaste opération de rénovation.

REPÈRES

«La voix d'un jeune dans un quartier est équivalente à la voix d'un patron du CAC 40 [...]. C'est vous, la force dans la démocratie !»

François Hollande à Aulnay-sous-Bois le 7 avril 2012

«Les banlieues se définissent moins par la pauvreté, le chômage ou la relégation, que par une exclusion de nature politique.»

Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie dans «Refaire la cité» (Le Seuil)

36,1%

C'est la part des personnes vivant sous le seuil de pauvreté (964 euros par mois) dans les zones urbaines sensibles (ZUS), en 2010.

40,4%

C'est le taux de chômage des 15-24 ans dans les zones urbaines sensibles (ZUS) en 2011, contre 21,6% hors ZUS.



SUR LIBÉRATION.FR

A lire aussi L'interview des deux auteurs du livre *Refaire la cité*, Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie.

vient en écho à une série de travaux récents de sociologues français prônant la nécessité d'une nouvelle ère de la concertation citoyenne en banlieue, très inspirée du système américain d'*empowerment* et des *community organizing* (où l'initiative vient du bas pour remonter vers haut).

PISTES. Ces travaux s'appuient aussi sur des expériences menées dans des quartiers un peu partout en France, mais globalement très peu mises en valeurs, où de simples citoyens ont décidé de se prendre en main pour soit influencer sur les politiques publiques les concernant, défendre leurs droits ou simplement pallier l'absence patente de l'Etat dans ces quartiers (1).

L'implication des habitants est l'une des pistes explorées par Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie dans leur livre, *Refaire la cité*, à paraître ce jeudi (lire page 4). Mais c'était aussi la thèse très détaillée de Jacques Donzelot, publiée l'an dernier pour le think tank Terra Nova intitulée «Banlieues et quartiers populaires: remettre les gens en mouvement». L'idée est aussi ambitieuse que simple, selon Mohamed Mechmache: «Redonner du sens à l'action politique dans les quartiers.»

(1) Lire notre reportage à la cité de la Coudraie de Poissy du 6 décembre.

Aux Beaudottes, des jeunes qui y ont grandi et réussi ont instauré du coaching scolaire et une amicale de locataires pour «réveiller les gens».

A Sevran, les diplômés reprennent leur cité en main

Ils ont la trentaine, sont juriste, analyste, ingénieur, technicien... Certains sont mariés, ont des enfants. Ils ont en commun d'être très diplômés et, surtout, d'avoir grandi dans le quartier des Beaudottes à Sevran, en Seine-Saint-Denis. Et d'y être restés. Un quartier HLM défavorisé et gangrené par les trafics. Un peu trop «stigmatisé», selon eux. Ils ne sont ni élus ni encartés. Ils sont même plutôt méfiants vis-à-vis de la politique, «politicienne», précisent-ils. Ils se disent en revanche intéressés par les expériences américaines de *community organizing* et se définissent comme «engagés». Depuis un peu plus de trois ans, ces jeunes s'occupent de deux structures fondées sur le principe de la participation des habitants, devenues des points de repères aux Beaudottes.

Remises. La première, Idées (Initiatives des diplômés pour l'éducation et l'emploi des Sevranais), a pour vocation d'aider et d'accompagner les collégiens, lycéens et étudiants du quartier dans leur scolarité et leurs projets professionnels. La seconde est une amicale de locataires de la cité des Beaudottes, rattachée à la confédération nationale du logement (CNL), qui a permis aux habitants de récupérer auprès de leur bailleur quelque 300 000 euros de remises de

loyer et de trop-perçu de charges. Ils ont aussi poussé le bailleur à engager une vaste opération de rénovation de la cité. «On a réveillé les gens. Depuis trop longtemps ici, ils subissaient et ne disaient rien. Parce qu'ils ne savent pas comment faire, qu'ils n'ont pas les clés. Par-

fois aussi, parce qu'ils ont intégré l'idée qu'ils n'ont pas le pouvoir d'agir», explique Jaouad Dahmani, le président de l'Amicale des locataires.

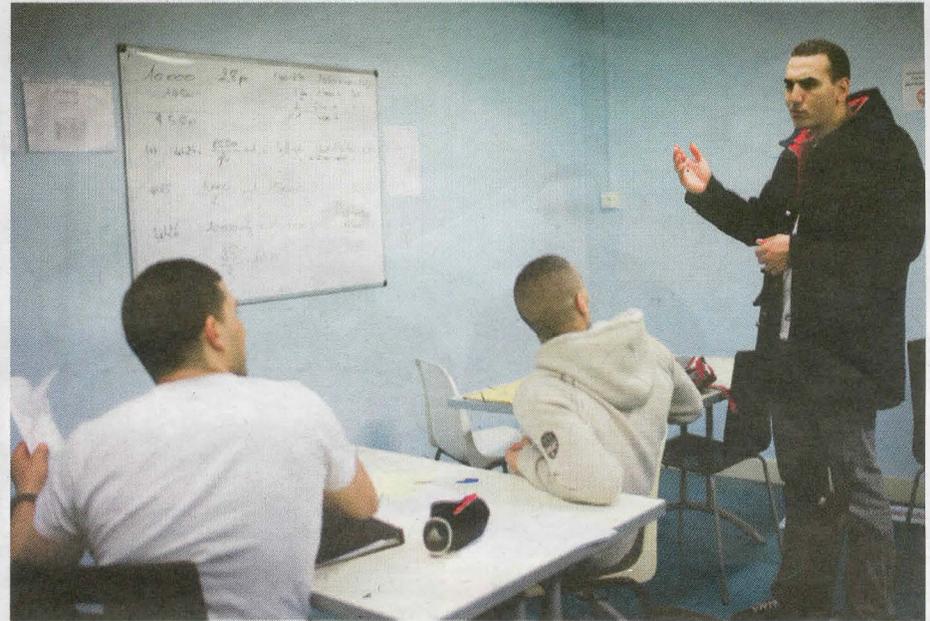
Lorsqu'il s'est installé dans son propre appartement à la cité des Beaudottes, ce technicien de piste à Roissy, aujourd'hui âgé de 30 ans, raconte qu'il n'a pas eu de chauffage et d'eau chaude pendant trois ans... comme tous les habitants des barres d'immeuble de son allée. Vingt ascenseurs sur vingt-neuf étaient en panne. Les gardiens avaient fini par désertier la cité. Ce qui n'a pas empêché le bailleur, 3F, de leur envoyer des rappels de charges allant, pour certains, jusqu'à 1 000 euros. L'amicale des locataires a été montée après cette «goutte d'eau» de trop. Cette même année, un incendie tuait cinq personnes dans l'une des tours. «A l'Amicale, on apprend aux gens à

se défendre, à envoyer des courriers, à faire des recommandés et pas seulement à aller crier son mécontentement dans une loge de gardien [qui sont revenus depuis, ndlr], explique Jaouad Dahmani. On essaie d'insuffler une culture de l'écrit qui n'existait pas chez de nombreux locataires.» Les bénévoles, poussés, par exemple, les enfants qui maîtrisent Internet à aider leurs parents à envoyer des mails à 3F.

Au-delà des gains matériels, les responsables de l'Amicale ont surtout la satisfaction de voir le bailleur «considérer enfin les habitants». Le détail pourrait paraître anodin mais, raconte Jaouad Dahmani, «désormais, lorsqu'ils coupent l'eau pour travaux, ils préviennent les locataires». Aujourd'hui, l'Amicale fédère plus de 80 familles et Idées suit chaque semaine une cinquantaine de collégiens et une trentaine de lycéens.

«Chicha». Pour concilier cet engagement bénévole avec leur vie professionnelle et personnelle, ils ont appliqué les méthodes apprises dans leurs boulots et leurs études: organisation, optimisation, efficacité. On sent, en les écoutant, qu'il y a peu de place pour l'improvisation. Suite page 4





Dans ses locaux, mis à disposition par la mairie, Idées propose du «coaching» à une cinquantaine de collégiens et à une trentaine de lycéens, chaque semaine. PHOTOS ALBERT FACELLY

Suite de la page 3 Ils savent faire jouer leurs réseaux. Le montage d'un dossier de financement ne leur fait pas peur. En décembre, ils ont ainsi obtenu le financement public d'un poste de salariée permanente à Idées, et sont aujourd'hui suffisamment nombreux pour pouvoir ne venir qu'une heure et demi chacun par semaine. Les «anciens» élèves intègrent parfois la structure. «C'est un peu le principe, l'idée de donner envie de se prendre en charge et de s'investir. On est passé par ces difficultés, on les connaît et on peut donc fournir des solutions», résume Yacine Hilmi, le président d'Idées. Cet ingénieur de 29 ans croit à la nécessité de montrer des «modèles de réussites».

Mohamed Ghilli, vice-président de l'association, raconte: «En principe, un gamin, lorsqu'on lui demande ce qu'il aimerait faire dans la vie, il répond pompier, médecin... Mais ici, il n'est pas rare qu'on entende: «monter un bar à chicha.» Il trouve cela «un peu triste». Lui est analyste financier. Il parle d'«un incroyable gaspillage». Idées travaille là où le système pêche: sur l'orientation scolaire et la confiance en soi, notamment. «Il faut recréer un climat propice à la réussite», résume Mohamed Ghilli.

«Autonomie». Dans le local d'Idées, mis à disposition par la mairie de Sevran, on ne fait «surtout pas» d'aide aux devoirs classique. Yacine Hilmi préfère le terme «coaching». «On apprend l'autonomie. On donne des clés. On fait partager nos réseaux.» Parmi les initiatives de l'association: une prépa bac, «pour que les lycéens d'ici aient les mêmes chances que les Parisiens», des sorties culturelles, un projet de séjour linguistique à l'étranger. «Ce qui est terrible, c'est que ce que nous proposons, ce sont des solutions simples, évidentes. On se demande pourquoi c'est nous qui les mettons en place», s'interroge Mohamed Ghilli. Il a le sentiment qu'en banlieue l'Etat «ne sait pas» ou «ne veut pas» prendre les problèmes à bras-le-corps. Ces jeunes cadres supérieurs auraient tous pu partir vivre dans des villes moins difficiles, plus confortables. Ils sont restés aux Beaudottes, pour beaucoup, «par solidarité». Certains disent se sentir «un devoir» envers ce quartier.

ALICE GÉRAUD

Le ministre François Lamy veut lancer une nouvelle politique de la ville:

«Lorsque les gens se sentent investis, ils peuvent faire infléchir les projets»

Le ministre de la Ville, François Lamy, souhaite faire de la participation des habitants l'un de ses chantiers prioritaires. Un vœu pieux souvent formulé par ses prédécesseurs mais jamais mis en œuvre. La concertation avec les habitants est le point noir de trente ans de politique de la ville. Comment l'expliquez-vous?

Cela n'a pas fonctionné car on a dissocié les politiques de rénovation urbaine et les politiques de cohésion sociale, l'urbain et l'humain. Et on a oublié en chemin que ces politiques publiques étaient d'abord destinées aux habitants. Il y a des outils et des expériences de concertations. Ce n'est pas facile dans des opérations de rénovations urbaines, qui sont des opérations complexes. Et le défi qui se pose

à nous aujourd'hui est de savoir comment installer cette concertation dans la durée.

Vous en avez fait un des chantiers prioritaires de la refonte en cours de la politique de la ville.

Comment faire que, cette fois-ci, cela fonctionne?

Par exemple, nous pensons qu'il faudrait pouvoir former des habitants, leurs représentants, pour qu'ils puissent réfléchir aux projets, faire des propositions, mais aussi, tout simplement, prendre la parole en public. L'idée est d'armer les habitants les plus motivés afin qu'ils créent une dynamique autour d'eux. Et toucher ainsi des publics que l'on voit moins et dont on parle moins: les plus jeunes, les populations âgées. Lorsque les gens se sentent investis, on voit qu'ils peuvent faire infléchir les opérations de

rénovations urbaines en fonction de leurs réels besoins.

Ce que vous défendez là, c'est ce que les Américains pratiquent depuis longtemps sous le nom d'empowerment?

Oui, c'est la même chose, sauf que je le dis en français. Pour moi, il s'agit d'associer aux politiques publiques les populations concernées. On ne va pas demander aux habitants de se transformer en techniciens, mais il faut être dans la coanimation de projet. C'est un changement de culture important et nécessaire. Il n'est plus possible, comme on l'a trop souvent vu, de venir expliquer un beau matin à des habitants que leur tour va être détruite et de se contenter de leur dire qu'ils seront relogés ailleurs. Car les conséquences peuvent être désastreuses.

Recueilli par A.Gd

Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie proposent des mesures d'urgence pour la banlieue.

«Refaire la cité», sortir des ghettos par le bas

Rélué au profit du plus euphémisé «quartiers», le mot «banlieues» fait une apparition remarquée en sous-titre d'un petit livre (1) signé Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie, deux sociologues qui arpègent depuis longtemps ces territoires. C'est qu'ici plus qu'ailleurs le lexique ne sert pas à la seule description d'une réalité sociale mais opère très vite comme un stigmate, avant d'être parfois, à son tour, retourné par les populations concernées.

Enclaves. En ouverture de *Refaire la cité*, bref essai d'intervention de la République des idées, ces deux chercheurs affirment qu'il existe désormais bel et bien des «ghettos» de pauvres – manière de répondre, dix ans après, au texte publié dans cette même petite collection par l'économiste Eric

Maurin pour qui les seuls «ghettos» français s'avéraient être les enclaves de riches.

Mais si Kokoreff et Lapeyronnie s'autorisent ce vocabulaire, c'est pour souligner que ce n'est pas seulement de la pauvreté économique et de la relégation que procède la sécession, mais aussi de la discrimination raciale et de la ségrégation: les banlieues se définissent désormais d'abord par «une exclusion de nature politique». Il ne s'agit évidemment pas pour ces sociologues de céder à l'antienne réactionnaire de ceux qui dénoncent les dégâts fantasmés de ce qu'ils appellent une «culture de l'excuse», mais plutôt d'ajouter aux causes sociales des logiques

politiques spécifiques qui permettent de mieux prendre la mesure de la nature et de l'ampleur du problème.

«Jungle». Kokoreff et Lapeyronnie retracent ce glissement, et dégagent trois âges des banlieues, chacun exprimé dans un film emblématique: *le Thé au harem d'Archimède*, de Mehdi Charef, qui, en 1984, décrit «un monde désorganisé mais encore proche»; *la Haine*, où Mathieu Kassovitz montre, en 1995, «une jungle de trafics et de violences urbaines»;

l'Esquive, d'Abdellatif Kechiche qui témoigne, en 2003, d'un «univers marqué par la fermeture et la sécession».

Après avoir nuancé les approches globalisantes, qui tendent à ho-

mogénéiser des situations très diverses selon les villes, les deux sociologues opèrent une critique en règle de trente ans de politiques publiques et appellent à un changement de paradigme en proposant de favoriser toutes les démarches d'empowerment des populations locales à travers ces mouvements du bas vers le haut qui effraient tant notre pays centralisé. Pour finir, ils s'adressent à la gauche au pouvoir en lui soufflant trois mesures évidentes qui permettraient de commencer à refonder les rapports entre l'Etat et la société: interdire le contrôle au faciès, accorder le droit de vote aux étrangers et dépénaliser le cannabis.

SYLVAIN BOURMEAU

«Refaire la cité», de Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie, éd. Seuil-la République des idées, 128 pp., 11,80€.

